

Billet du mois

L'antidote : restez calme et continuez (épisode 2)

“Les journaux sont incapables, apparemment, de faire la différence entre un accident de bicyclette et le déclin d’une civilisation.”
~ George Bernard Shaw, *Too true to be good*, 1932.



F. DIÉVERT
ELSAN Clinique Villette, DUNKERQUE.

Ce billet, deuxième d’une série de quatre (le premier étant paru le mois dernier), poursuit la présentation et la mise en perspective des données issues du livre de Steven Pinker, *Le triomphe des Lumières*, paru en novembre 2018. Ce livre a pour fonction de rappeler et synthétiser les données acquises sur l’évolution du monde depuis quelques centaines d’années au prisme d’une analyse scientifique en de très nombreux domaines, et ce afin de lutter contre la mésinformation qui conduit certains à penser que nous sommes dans une période de déclinisme, que “c’était mieux avant” et que “nous courons à la catastrophe”. Au terme des données présentées indiquant le contraire de cette opinion qui paraît commune, deux questions émergent : pourquoi tant d’erreurs de raisonnement à l’échelle individuelle ? Pourquoi de telles erreurs sont-elles quotidiennement répandues par les médias et les politiques ? Ce livre écrit par un psychologue cognitiviste aide à comprendre.

Dans le premier billet, l’accent avait été mis sur le déterminisme individuel des erreurs humaines, notamment sur les biais cognitifs. Ce deuxième billet prend en compte certains aspects des structures sociales et cognitives tendant à propager et perpétuer les erreurs de raisonnement. En cela, ces deux billets suivent un plan guidé par la notion qu’une société est tout à la fois la conséquence des attitudes individuelles et celle des structures sociales. Ces notions conduisent à distinguer deux grandes écoles en sociologie, l’une pensant que les attitudes individuelles sont l’élément prédominant, l’autre, que ce sont les structures sociales qui sont l’élément déterminant.

Ainsi, en sciences sociales, il y a un courant de pensée appelé *individualisme méthodologique* qui est défendu entre autres par Max Weber et par Raymond Boudon. Il repose sur le postulat que les phénomènes sociaux se construisent à partir des actions et des comportements des individus. Ainsi, pour Raymond Boudon, les phénomènes collectifs sont l’expression de l’agrégation d’actions individuelles dont les structures sociales ne font qu’ajuster les effets. L’autre école adopte une approche dite *holistique* rendant compte principalement du déterminisme social des erreurs humaines, approche défendue, entre autres, par Émile Durkheim et par Pierre Bourdieu. Ces sociologues ont postulé que l’individu est le produit des structures et des forces sociales qui s’exercent sur lui (ces quelques lignes sont adaptées du livre *L’erreur est humaine* de Vincent Berthet paru en septembre 2018 aux éditions CNRS).

Pour que le milieu exerce une emprise sur l’individu, il faut à la fois un schéma cognitif et des structures véhiculant ce schéma. Nous ne parlerons pas, ici, des

I Billet du mois

différentes analyses rendant compte des déterminants économiques de ces schémas et structures. Outre l'ignorance pure et simple, le schéma cognitif moderne conduisant à ne pas prendre en compte à leur juste valeur les données de la science est celui du relativisme. Ce schéma, dans une extrapolation pratique mais totalement abusive, est utilisé pour justifier des conduites antiscientifiques et ce, tant par les médias que par les politiques. Ce billet rendra donc compte du relativisme, de son exploitation par les médias puis par les politiques.

■ La relativité des points de vue

Au terme d'un long processus, il a été admis que certaines valeurs doivent être universelles. Il en est ainsi des droits de l'Homme, qui ont fait l'objet d'une Déclaration universelle en 1948 (cette déclaration repose sur le principe fondateur que, si les hommes sont différents de par leur identité culturelle, leurs manières de vivre et de croire, ils sont tous égaux en droits et en dignité), de la raison et de la science. Prétendre que la science a une valeur universelle est une conséquence de sa fonction puisque son objet est de découvrir des vérités, c'est-à-dire de formuler des théories conformes à la réalité, et ces vérités, en tant que telles, sont les mêmes partout, si la méthode qui a permis de les établir est gage de leur fiabilité.

1. Le relativisme culturel

Cependant, cette conception d'un universalisme de certaines valeurs a été et est remise en cause par un courant de pensée exploitant la notion de "relativisme culturel". Cette notion a été conceptualisée par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss. Afin d'observer différentes sociétés de manière scientifique, et notamment des sociétés qualifiées de primitives, Lévi-Strauss a postulé qu'il fallait les décrire sans porter de jugement de valeur, ce dernier étant obligatoirement empreint

des valeurs culturelles de celui qui les émet. Ainsi, pour Lévi-Strauss, il ne faut pas considérer la diversité des cultures comme le résultat aberrant d'un écart par rapport à une norme supposée être objective car il n'existe pas de norme objective, et il n'existe pas de morale absolue. Toute norme est, par définition, un critère d'évaluation relatif à la culture qui l'institue, en référence à sa morale.

L'analyse des fondements d'une culture a abouti à lui reconnaître deux caractéristiques majeures (d'après D. Guillon-Legeay, *Classiques iPhilo*, nov. 2016) :

- la première est que, placés dans des conditions naturelles données, tous les peuples ont été conduits à inventer des éléments matériels (les objets, les outils, les techniques, les usages du corps) et immatériels (le langage, les lois, les règles, les croyances) pour résoudre les problèmes liés à leur survie et à leur existence ;

- la seconde est que toute culture ne se pose qu'en s'opposant à ce qui n'est pas elle, par le biais des rapports directs ou indirects entre les sociétés, comme les échanges en tous genres, tels le commerce, les alliances ou la guerre. Ainsi, il apparaît que l'incapacité à saisir le phénomène de la diversité des cultures procède d'une forme d'aveuglement et de méconnaissance, non seulement à l'égard des autres cultures en général mais encore de la sienne en particulier.

À l'aune de cette analyse, le sens et la valeur des croyances et des comportements humains n'ont pas de références absolues qui seraient transcendantales, c'est-à-dire qui seraient à la fois extérieures et supérieures à l'Homme. De ce fait, les valeurs ne devraient être comprises et analysées que du point de vue de la culture qui lui est sous-jacente et qui, donc, les a produites. Cette analyse est ancienne, défendue notamment par Montaigne, et a reçu un support scientifique lors des grandes avancées de l'anthropologie depuis une centaine d'années.

Ainsi, les anthropologues, en répertoriant et analysant les systèmes de croyances et les systèmes sociaux de diverses populations, ont constaté que chacun de ces systèmes a sa logique et sa fonction, et qu'ils peuvent donc s'équivaloir l'un l'autre, conduisant à penser que chaque individu croit ce qui est vrai pour lui. Peu importe que cette vérité ne remplisse pas toutes les fonctions attribuées à la vérité, notamment la prévision ou la prédictibilité.

De là découle aussi une assimilation avec ce que proclame la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui peut être lue comme "*Chacun crée sa propre morale à partir de la même histoire*" et donc que l'individu se comporte en accord avec son sentiment, acceptation ou rejet de tout ou partie de cette histoire. Il ne pourrait donc pas être possible de déterminer une morale absolue ou universelle mais uniquement d'admettre que les valeurs morales ne valent qu'à l'intérieur de frontières culturelles, où le code moral est le produit des coutumes et des institutions du groupe humain considéré.

Ce relativisme culturel, pour logique qu'il soit, a une extension particulière, que l'on peut qualifier de "relativisme culturel militant" et qui consiste à juger que les valeurs défendues par la science et les droits de l'Homme ne seraient pas des valeurs universelles mais la marque ou la volonté de domination d'une culture – et essentiellement la culture occidentale, puisque c'est elle qui a produit ces concepts – envers d'autres cultures. Ces militants reconnaissent à chaque culture le droit de disposer de ses propres valeurs sans avoir à se référer à des modèles extérieurs et ainsi rejettent l'universalisme de certaines valeurs ou concepts. Au nom du droit à disposer de ses propres valeurs, il est donc dénié à tout observateur extérieur d'exprimer des critiques sur telle ou telle pratique ou croyance, ces critiques étant alors qualifiées d'"impérialisme culturel".

Cette exploitation du relativisme pose deux grandes questions :

- la première est morale : en poussant le raisonnement à l'extrême, il serait ainsi inapproprié de condamner les pratiques appartenant à d'autres sociétés comme, par exemple, la peine de mort, l'esclavage ou la soumission des femmes. Cet argument est d'ailleurs utilisé par certains régimes autoritaires indiquant que, s'ils ont recours à de telles pratiques, c'est parce que leur culture est ainsi fondée et que les critiquer relève d'une tentative d'ingérence dans leurs affaires internes ;
- la seconde est philosophique : prétendre qu'il n'y a pas de vérité devient un non-sens, une aporie, puisque cette assertion se dément elle-même.

2. Le relativisme culturel scientifique

Pour revenir à la médecine, il existe aussi un relativisme culturel scientifique qui semble avoir deux grandes origines ou supports. Le premier est aussi la conséquence des travaux des anthropologues, lorsqu'ils constatèrent que ce que l'on croyait naturel ou vrai se révèle relatif et spécifique à une culture. Le second est issu d'un abus d'interprétation des travaux de Thomas Kuhn. Ainsi, en épistémologie, Thomas Kuhn est à l'origine, en 1962, du concept de paradigme et d'une théorie d'un certain mode d'évolution des sciences. Pour Kuhn, la science évolue en plusieurs phases.

>>> La première est celle de la science normale axée autour d'un paradigme unifiant la pensée, la recherche et la pratique. Deux exemples nous serviront ici : dans le premier, le paradigme est "il faut diminuer la glycémie pour diminuer les complications cardiovasculaires (CV) chez les diabétiques", le second est "il faut utiliser des inotropes positifs et surtout pas des inotropes négatifs pour améliorer le pronostic de l'insuffisance cardiaque".

>>> Puis arrive une nouvelle phase, dite de déstabilisation du paradigme, lorsque certaines données ou constatations ne peuvent être expliquées par celui-ci.

Dans nos exemples, cette phase de déstabilisation s'est produite dans le domaine du diabète, lorsqu'il a été constaté que la diminution de la glycémie peut majorer le risque de décès CV (études UGDP dans sa branche sulfamide, étude ACCORD-glycémie, évaluation du muraglitazar...) puis, lorsqu'il a été démontré qu'à diminution similaire de la glycémie certaines molécules diminuent le risque CV (comme les agonistes des récepteurs au GLP-1) et d'autres non (comme les inhibiteurs de la DPP-4). Dans le domaine de l'insuffisance cardiaque, cela arriva lorsqu'il fut démontré que les inotropes positifs augmentent la mortalité (comme dans l'étude VEST avec la vesnarinone... et la confirmation tardive de cette donnée relative aux inotropes positifs par la méta-analyse du groupe Cochrane en 2013), alors qu'en parallèle, il était démontré que des inotropes négatifs, les bêtabloquants, diminuent la mortalité (études CIBIS-II et MERIT-HF).

Cette phase de déstabilisation se traduit par une période de crise jusqu'à ce que des éléments nouveaux et/ou une nouvelle analyse des données permettent de formuler un nouveau paradigme permettant à la science d'entrer dans une nouvelle phase normale. Dans nos exemples, les nouveaux paradigmes sont, concernant le diabète, "*l'effet sur la glycémie ne permet pas de prédire l'effet d'une molécule hypoglycémiant doit être évalué afin de n'utiliser que les molécules au bénéfice avéré*" et, dans l'insuffisance cardiaque, "*si les inotropes positifs peuvent améliorer l'hémodynamique à court terme, ils augmentent la mortalité, en revanche, les molécules agissant sur les systèmes neurohormonaux sont bénéfiques, même si leur action initiale et à dose élevée peut aggraver transitoirement les paramètres hémodynamiques*".

De cette analyse de l'évolution de la science par phases, centrées sur des paradigmes faillibles, certains ont déduit que les vérités fournies par la science étaient relatives, et donc que

la science n'affirmait pas des vérités mais seulement des points de vue à un moment donné : son apport pouvait donc être discuté, voire... négligé.

Cette approche, issue d'une analyse incomplète des travaux de Kuhn oublie une donnée importante : lorsqu'un paradigme est remis en cause, sa valeur n'en est pas annulée pour autant, le nouveau paradigme complète les imprécisions du premier en utilisant un nouveau système de référence(s). Ainsi, dans nos exemples, même si l'hyperglycémie pourrait ne pas être le facteur causal des maladies CV associées au diabète, puisque sa diminution ne permet pas de prédire l'effet d'un traitement particulier, un traitement du diabète en tant que tel, diminuant les maladies CV qui lui sont associées, doit avoir un effet sur la physiopathologie du diabète et donc permettre une diminution de la glycémie et, de plus, avoir un effet clinique sur une maladie associée au diabète. Sinon, et par exemple, dès lors que les statines diminuent le risque de maladies CV chez les diabétiques elles seraient à classer parmi les antidiabétiques puisqu'elles améliorent le pronostic des diabétiques.

Concernant l'insuffisance cardiaque, l'échec des inotropes positifs ne modifie pas l'approche hémodynamique de cette maladie, elle rend simplement compte que les moyens pharmacologiques initiaux adoptés pour améliorer l'hémodynamique n'avaient pas pris en compte certaines données de physiologie cellulaire et la modulation neurohormonale. Enfin, le principe de la démarche scientifique n'est pas d'affirmer des opinions ou d'élaborer des théories en prétendant qu'elles en valent bien d'autres : le principe est de recourir à une observation large et systématique des données puis, à partir de cela, d'élaborer une théorie ou hypothèse, puis ensuite, par un modèle expérimental, d'en évaluer la valeur, et les évaluations doivent répondre à certains critères, être répétées notamment pour évaluer si la théorie fournit un modèle prédictif.

I Billet du mois

Dès lors qu'une théorie rencontre un obstacle, même si elle a pu constituer une pensée dominante, il est logique que la science évolue vers une autre théorie explicative. Il ne suffisait pas, par exemple, de penser qu'"il est certain que les inotropes positifs améliorent le pronostic de l'insuffisance cardiaque" ou de penser l'inverse, il fallait le démontrer par un moyen fiable, pour que la bonne hypothèse devienne un fait scientifique et que la mauvaise soit rejetée.

Pourquoi ce long cheminement autour du relativisme ? Simplement pour signifier que ce concept est pris en compte par de nombreux supports d'informations qui, pensant qu'il peut y avoir plusieurs vérités, et donc que la vérité est relative, mettent sur un même plan divers points de vue, leur permettant ainsi de s'exprimer même si la teneur de leur message est fautive, c'est-à-dire relève d'une opinion non éprouvée. Pour ces supports d'information, par principe, un point de vue faux, une analyse inadaptée, ne l'est pas par erreur ou par mensonge, il n'est que relatif à la culture et au mode d'analyse de celui qui l'exprime et cette analyse en vaut une autre puisqu'il faut respecter un émetteur quelle que soit son opinion.

Ainsi, il n'y a pas de raison qu'une personne pensant que la terre est plate ne puisse exprimer son opinion et tente d'en convaincre des auditeurs, des spectateurs ou des lecteurs. Si son propos est marginal et n'est pas susceptible de créer une audience pour un média, il n'y sera pas invité à s'exprimer. Mais heureusement pour lui, Internet lui offre maintenant une audience qu'il peut partager avec les autres tenants de cette opinion et ainsi la conforter.

C'est aussi en jouant sur la notion de relativisme que Donald Trump a pu prétendre, contre toute évidence, que sa cérémonie d'investiture en 2017 avait été un immense succès alors que des images filmées montraient le contraire : face à la contradiction entre sa parole et ces images, son équipe indiqua qu'il ne

mentait pas, mais qu'il proposait un fait alternatif. En d'autres termes : *"Ma vérité est équivalente à la vôtre mais se place dans une autre perspective, elle est alternative."* Pour Donald Trump, il y aurait donc bien plusieurs vérités qui se valent l'une et l'autre...

■ Les médias

La palette des médias qui véhiculent l'information auprès du public s'élargit progressivement. Elle a ainsi évolué au fil du temps, passant du bouche-à-oreille au journal, à la radio, aux actualités cinématographiques, à la télévision puis à Internet et aux réseaux dit sociaux, mais qui prennent parfois l'aspect de réseaux sociaux ou antisociaux, dénominations alternatives aussi valables d'un certain point de vue que la dénomination publicitaire de réseau social. On remarque ici, que, comme pour la notion de paradigme, un nouveau média ne remplace pas un ancien, il le complète.

Ces médias, quels qu'ils soient, sont, entre autres, soumis à deux contraintes particulières.

>>> La première est de satisfaire un public, c'est-à-dire avoir une audience. Ils doivent donc plus ou moins implicitement tenir compte du relativisme culturel afin de satisfaire le plus grand nombre par des messages simples, aussi neutres mais diversifiés que possible. Il est donc important de comprendre que, pour apporter une information à un public, les médias opèrent obligatoirement une transformation de cette information pour qu'elle soit adaptée à leurs caractéristiques et à la contrainte de satisfaire une audience. Un média peut aussi choisir de ne satisfaire qu'une audience particulière, donc un public ciblé et ce, par des messages en phase uniquement avec ce public, il peut alors devenir exclusivement un média d'opinion.

>>> la seconde est d'assurer des revenus permettant fonctionnement, finan-

cement et profits. La cible est alors constituée de clients divers, comme des annonceurs par exemple. De ce fait, l'audience qu'ils construisent constitue le produit qu'ils vendent à ces clients.

Cette double contrainte a été parfaitement illustrée par les propos de Patrice Le Lay, alors directeur de TF1, lorsqu'il avait dit en 2004 : *"Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective business, soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible."*

Les mécanismes par lesquels les médias finissent par atteindre cet objectif ont été parfaitement décrits, en France, par Pierre Bourdieu dans son livre *Sur la télévision* et, aux États-Unis, par Noam Chomsky, dans ses livres *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, *Propagande, médias et démocratie* et *La Fabrique de l'opinion publique - La Politique économique des médias américains*, même si, pour cet auteur, ses livres utilisent pour partie le ressort du complotisme.

Dans les médias traditionnels qui tentent d'obtenir un message censé être neutre, car reflétant la pluralité des points de vue et l'opinion publique, mais en restant distant des explications d'un monde complexe, ce que ne permet pas un temps restreint, toutes les opinions seront présentes, même les plus aberrantes et dénuées de fondement. Cette pratique est censée garantir l'égalité des points de vue ou représentations. Mais cela encourage l'expression d'experts médiatiques qui n'ont, *in fine*, comme domaine de compétence que leur savoir-faire médiatique et non pas d'expertise sur le sujet traité.

Ce mode de fonctionnement est propice à la propagation d'idées fausses car ces dernières ont l'avantage de rendre simples des faits complexes et de proposer une vérité unique là où existe le plus souvent une multitude de facteurs explicatifs. En parallèle, il sera d'autant plus aisé à un média de se donner bonne conscience en dénonçant certains scandales dès lors que ceux-ci touchent des domaines sans annonceurs pour leur support, comme par exemple l'industrie pharmaceutique pour la télévision...

1. Les médias classiques

À quoi aboutit la conjonction de l'utilisation pratique, abusive mais utilitaire, du relativisme culturel et de la nécessité de faire de l'audience par le biais d'une "information-divertissement" sur les grands médias traditionnels? Cela est parfaitement exprimé dans un livre récent *Décoder l'info. Comment décrypter les fake news* de Caroline Faillet (éditions Bréal, octobre 2018), dont nous reproduisons ce passage significatif intégralement (pp. 81 et 82), car on ne peut pas mieux dire: "*Il y a cinq siècles, les hommes sont sortis de la pensée magique en inventant la rigueur et l'intransigeance de la méthode scientifique, où, pour convaincre, il ne suffisait plus de compter sur le talent oratoire mais sur la force du raisonnement et la qualité des expériences. Ces expériences devaient être reproduites pour vérifier ou réfuter les hypothèses sous-jacentes, et c'est ainsi que l'on a fait reculer les croyances. Pour nombre de raisons qui tiennent à la formation des journalistes, essentiellement littéraire et non scientifique, à leur nécessaire polyvalence, au modèle économique des médias qui les privent de leur capacité d'investigation, à la difficulté croissante de démêler le vrai du faux dans les études bidons ou encore tout simplement parce que cela fait vendre les journaux, les journalistes cherchent à organiser un débat plutôt qu'apporter un éclairage. Cette vision politique du monde qui fait que quand on interroge un membre LR, il faut sol-*

liciter l'avis du Parti socialiste, est également appliquée sur des questions qui ne relèvent pas de la conviction mais de la connaissance. La vaccination, par exemple, fait l'objet d'un consensus médical, fruit de 140 ans de recherche, et représente un enjeu d'intérêt général majeur. Pourtant, certains journalistes ont tendance à opposer sur un plateau un anti-vaccins à un médecin, laissant entendre que chaque partie pèse le même poids dans un débat qui se noue dans la capacité de convaincre des participants. Les journalistes jouent un rôle essentiel dans l'officialisation des croyances par la visibilité qu'ils décident de donner aux faussaires idéologiques et à la publicité qu'ils octroient de manière égalitaire à chacun des arguments, qu'il soit démontré rigoureusement par la communauté scientifique ou poussé par une poignée de militants découverts sur les réseaux. Rien de moins qu'une sorte de blanchiment de l'information sale."

Pour mémoire, la formation des journalistes a fait l'objet d'études, confortant le sentiment qu'ils sont probablement plus enclins à utiliser l'émotion et la dramaturgie que la raison et les connaissances factuelles dans leur abord de l'information: ainsi, seuls 6 % d'entre eux ont suivi des cursus de sciences et techniques ou d'économie alors que 80 % d'entre eux ont suivi un cursus de type littéraire (Christine Leteinturier, Paris Panthéon-Assas, 2014). Une culture littéraire est probablement aussi recherchée par leurs employeurs, car en sachant manier la langue, il est possible d'augmenter son audience. Ainsi, des expériences où sont présentées des informations à un public en modifiant certains mots du titre ont démontré que des mots sont plus propices à déclencher la lecture de l'article que d'autres. Il en est ainsi par exemple, de mots comme "scandale", "accident tragique", "révélation", "radioactivité", "cancérogène"...

Parfois, il n'est pas besoin d'inviter un supposé expert pour délivrer un message anti-scientifique, le journaliste

peut parfaitement remplir ce rôle. Tel fut le cas, lors d'une répartition inattendue du "journaliste" qui anime la matinale de la station Europe 1, survenue le 7 février 2019 vers 08 h 20. L'invitée était alors Mme Agnès Buzyn qui intervenait au titre de ministre de la Santé et des Solidarités sur l'antenne. Rappelons que Mme Buzyn est aussi professeure des universités, praticienne hospitalière, spécialiste d'hématologie et d'immunologie des tumeurs et de transplantation. Or, ce matin-là, la ministre étant enrôlée, le journaliste lui demande "Auriez-vous la grippe?", ce à quoi elle répond "Non, je suis vaccinée, ce n'est pas la grippe, c'est une simple trachéite". Et que croyez-vous que lui a dit le "journaliste"? Comme s'il était un grand expert de la trachéite et de son traitement, il lui a répondu: "Vous devriez prendre du miel, vous verrez ça marche bien." Les journalistes, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît, pourrait-on dire en parodiant Michel Audiard.

De là, il est aisé de compléter par ce que Caroline Faillet ajoute dans le livre cité plus haut (p. 83): "*C'est hélas la situation que nous vivons actuellement sur de nombreux sujets où la vérité ne se joue pas sur le fait qu'une image soit truquée ou non mais en ayant recours à un niveau de connaissance technique trop élevé pour le commun des mortels: OGM, diesel, pesticides, énergie, santé, nucléaire, sont autant de sujets en France que des ingénieurs considèrent perdus pour la science et dominés par les croyances.*" Et encore (p. 88): "*Cette façon de présenter l'information en mettant tous les contributeurs à égalité conduit à une forme de relativisme excluant, là encore, la possibilité de certitudes scientifiques*". Pour finir par (p. 89): "*Un nouveau populisme flatte alors toutes les intuitions trompeuses, les biais cognitifs de notre bon sens en réalité totalement sous l'emprise de la structuration médiatique.*"

Et on y ajoutera ce passage du livre de David Colon, *Propagande* (éditions Belin, janvier 2019, p. 241): "*Les ques-*

I Billet du mois

tions les plus importantes, aux enjeux collectifs importants, sont le plus souvent exclues du traitement médiatique, parce qu'elles sont compliquées et présumées rébarbatives. Et lorsqu'une émission les aborde, comme le fait par exemple Cash Investigation d'Élise Lucet, qui traite de sujets de fond, souvent complexes, c'est en intégrant des mises en scène au caractère divertissant. Le sérieux ne sied plus à la télévision."

2. L'apport d'Internet

Le modèle économique du média le plus récemment apparu, Internet, analysé à travers le prisme des réseaux sociaux et des moteurs de recherche, est de vendre des données concernant les recherches des clients et leur façon de fonctionner. De ce fait, il est nécessaire à ces derniers d'enrichir en permanence et en flux direct leurs bases de données. Il leur faut donc utiliser divers moyens pour rendre le public captif et ils s'y emploient particulièrement bien, comme en attestent les taux de fréquentation horaire des réseaux sociaux. À ce propos, citons encore le livre de Catherine Faillet : *"La différence entre 2004 et aujourd'hui est que disposer du temps du citoyen-consommateur ne suffit plus, car l'internaute n'est pas passif derrière son écran de télévision. Le vrai changement est que, les plateformes ayant besoin de capter l'attention, elles sont devenues des orfèvres de cette nouvelle discipline. Cette dernière a un nom, 'la captologie', et consiste à concevoir les interfaces pour maximiser le temps passé sur les applications comme Google, Facebook ou Instagram. S'appuyant sur la connaissance de nos mécanismes cognitifs, cette science comportementale cherche à manipuler notre attention au travers de stimuli destinés à nous retenir (par exemple, Netflix qui annonce le prochain épisode dans 5 secondes), à augmenter le temps passé (le scroll qui n'en finit pas, l'autoplay qui lance la vidéo sans action de notre part), à nous faire revenir (les fausses notifications, le sablier de Snapchat), le tout pour collecter un maximum de*

données sur les utilisateurs et bien sûr, in fine, générer une action sur une publicité ciblée et personnalisée."

À nouveau média, nouveau piège donc, et nous allons en voir quelques-uns.

>>> Il a longtemps été imaginé qu'un média forme l'opinion par les messages qu'il véhicule. Or, dans les années 1950, Paul Lazarsfeld, sociologue, a démontré que c'était une idée reçue et non une réalité, car la personne qui consulte un média choisit celui qui est en accord avec ce qu'elle pense *a priori*, ce qui tend donc à renforcer son opinion *a priori*, et non à la relativiser à l'aune d'opinions ou de faits différents. L'opinion *a priori* est formée par ce que Lazarsfeld a dénommé les "leaders d'opinion", c'est-à-dire des personnes proches ou de confiance qui influencent les pensées d'une personne.

L'arrivée d'Internet a fait envisager que cela allait changer du fait de la multitude des points de vue disponibles sur la toile permettant un brassage et une dissémination de messages divers. Or, non seulement les utilisateurs d'Internet n'ont pas changé leur pratique par rapport à leurs habitudes sociales (liens avec les amis et les sites ayant les mêmes opinions) mais, plus encore, à des fins commerciales, les algorithmes développés par les propriétaires des réseaux sociaux et des moteurs de recherche ont été conçus pour fournir des réponses au plus près des opinions des internautes, renforçant ainsi les opinions de ceux-ci et les éloignant plus encore des opinions divergentes.

Si l'on ajoute à cela la possibilité de manipuler les réseaux sociaux avec de faux messages (usines à trolls, haters, ouvriers de l'intox et officines du mensonge, croyants et complotistes, faussaires ordinaires ; cf. la typologie décrite dans *Décoder l'info* de Caroline Faillet), tout a concouru lors des dernières années à un renforcement, à une polarisation des opinions vers certains extrêmes

et à la diffusion de "fausses vérités" et mensonges. Ainsi, d'après David Colon (dans *Propagande*), Internet a permis l'avènement d'une "propagande d'un type nouveau, à la fois massive, individualisée et d'une efficacité redoutable" et ce "d'abord parce que la propagande consiste le plus souvent à conforter, renforcer et instrumentaliser une opinion préexistante – ou des préjugés – qu'à en faire changer et qu'il est même souvent contreproductif de chercher à convaincre quelqu'un qu'il a tort".

>>> Un autre piège majeur relatif aux réseaux sociaux, comme aux médias d'"information continue" par ailleurs, qui résulte de la nécessité de maintenir son auditoire captif, est de le "gaver" d'informations-divertissements, fragmentées mais continues, ne permettant plus de recul : seule demeure l'émotion, il n'y a plus de place ni de temps pour la réflexion, pour l'esprit critique et pour la synthèse. Et donc, pour reprendre les notions relatives aux mécanismes de la pensée développées par Daniel Kahneman et Amos Tversky (voir le premier billet de cette série, en janvier 2019), seul le système 1 est sollicité en permanence, celui reposant sur les heuristiques, la pensée rapide intuitive, les émotions, et le système 2, celui reposant sur la raison analytique, est mis au repos. Certaines erreurs et croyances en sortent donc renforcées.

■ Les politiques

Beaucoup est ou a été dit ou écrit sur les personnalités politiques, aussi il ne sera rappelé ici que quelques données montrant en quoi leur communication ne peut pas rendre compte de la complexité des phénomènes et tend à exploiter les biais cognitifs. Car, force est d'admettre comme l'écrivait James Carey (*Communication as culture*, 1989) que "la communication est l'ensemble des processus symboliques à travers lesquels la réalité est construite, réparée et transformée".

L'homme politique a pour objectif de conquérir le pouvoir pour l'exercer. Pour cela, si l'on accepte l'analyse du philosophe Thomas Hobbes (1588-1679), il peut avoir deux principales motivations : être au stade primaire de l'exercice politique, c'est-à-dire exercer une volonté de puissance, ou en être au stade secondaire et souhaiter pacifier les relations par l'utilisation de la Loi et donc être un homme de compromis.

Pour arriver à exercer le pouvoir politique, il y a deux grandes voies : avancer dans l'administration, notamment la haute administration, ou être élu. Dans une démocratie élective, arriver au pouvoir par l'élection suppose de conquérir l'esprit d'électeurs afin qu'ils expriment un vote favorable à sa personne. Dès lors, plusieurs stratégies sont possibles, mais toutes doivent prendre en compte ce que pourrait penser une majorité relative suffisante, telle qu'on l'imagine, telle qu'on la connaît par les sondages, telle qu'on voudrait l'orienter par une rhétorique adaptée. De ce fait, le langage politique doit avoir recours aux compromis, que certains qualifieront de compromissions et d'autres de démagogie. L'homme politique semble l'assumer, jugeant que cela fait partie de la stratégie, et que le compromis n'est qu'un moyen mineur pour aboutir à un objectif plus important. Ainsi, le discours utilisé aura des ressorts propres qui ne sont pas favorables à l'exposition de raisonnements prenant en compte la complexité du monde et la vérité scientifique. Cela a parfaitement été exprimé par Jacques Chirac en 1975 lorsqu'il a dit : *"Qu'est-ce que vous voulez ! La vérité, en politique, c'est celle qui est perçue beaucoup plus que celle qui est. Je suis incapable de vous dire quelle est la vérité. En politique, la vérité, la seule qui compte, c'est celle qui est perçue."* En matière de relativisme, on ne saurait dire mieux.

Il en découle plusieurs stratégies pour gagner la confiance du public quand on est une personnalité politique. Dans son livre *Propagande*, David Colon en avance

quelques-unes. Celles relatives au langage utilisé ont aussi été décrites dans maints ouvrages comme, par exemple, celui de Christian Delporte, *Une histoire de la langue de bois* (Flammarion, 2009).

>>> Une des stratégies est de chercher à ressembler à son auditeur, quitte à adopter son langage, ses manières, voire ses vêtements. Il s'agit pour l'orateur d'amener les auditeurs à se reconnaître ou à se projeter en lui. Ainsi, des études évaluant le langage utilisé par les politiques, quand ils s'adressent au public, ont démontré à quel point leur sémantique était volontairement restreinte, appauvrie et simplifiée même s'ils avaient fait de grandes écoles comme l'ENA, l'Institut d'études politiques, voire Polytechnique. Par exemple, au jeu de l'appauvrissement sémantique, une étude de 1986 avait montré que le vainqueur était Laurent Fabius (ENS Paris, IEP de Paris et ENA), devançant François Léotard (séminaire, ENA), François Mitterrand (Université de Paris, École libre des sciences politiques, avocat), Valéry Giscard d'Estaing (École polytechnique, ENA)... le perdant étant alors Michel Rocard (Faculté des Lettres de Paris, IEP de Paris, ENA).

>>> Une autre stratégie est le recours aux grands mythes : l'unité, le sauveur, l'âge d'or et la conspiration.

>>> Une autre est l'utilisation de phrases tellement banales que tout le monde peut adhérer au message qu'elles sont censées véhiculer : *"Je veux une République exemplaire"* (Nicolas Sarkozy), *"Le président de la République doit être irréprochable"* (Lionel Jospin), *"Je vous propose une France où tous les hommes sont honnêtes et responsables"* (Philippe de Villiers), *"Il faut reconstruire les banlieues, relancer le logement social pour que, dans les deux ans, il n'y ait plus de SDF en France"* (Lionel Jospin), *"On a besoin pour demain de valeurs de droite – l'entreprise, la sécurité –, de valeurs de gauche – solidarité – et de valeurs du centre – tolérance, compréhension,*

équité" (François Bayrou), *"Tout jeune arrivant nouveau sur le marché du travail trouvera un emploi"* (Valéry Giscard d'Estaing), *"J'ai horreur de la bureaucratie ! Tout ce qui pourra la supprimer, je le ferai"* (François Mitterrand), *"Le président de la République doit être un citoyen comme les autres et rester dans le peuple"* (François Mitterrand)...

Qui ne souscrirait à ces phrases ? Et ce, alors qu'elles ne sont que des déclarations d'intention, sans aucune valeur pratique. Des leurreux qu'hélas peu remettent en cause, voire que beaucoup encouragent : l'opinion publique parce qu'elle y croit un moment et parce que, pour paraphraser Jacques Chirac, c'est ce qu'elle veut entendre, et les médias pour d'autres raisons. À cet égard, il convient de citer un passage du livre *Une histoire de la langue de bois* (p. 321) : *"Il revient aux journalistes de poser les bonnes questions et de ne pas se contenter des réponses que leur fournit l'homme politique lorsqu'il sait qu'il est en train de mentir ou de louvoyer. Loin d'être l'antithèse des pouvoirs, la presse en est plutôt la copie disait Jean-François Revel avec férocité. Depuis les débuts de la République, hommes politiques et journalistes entretiennent un contrat tacite, les premiers fournissant aux seconds des informations et confidences qui les éclairent, orientent leurs articles, les valorisent auprès des lecteurs, à condition de ne pas révéler leur source... À vrai dire, cette situation n'est pas une exclusivité française."* De là à bâtir une théorie du complot...

Pour revenir au langage, et en allant à l'extrême des phrases banales, on peut aussi penser que, comme les journalistes et une autre catégorie de personnes (évoquée par Michel Audiard), les politiques, ça ose tout... Ainsi, reprenons l'expert Jacques Chirac qui, au début des années 1970, a eu ce raisonnement d'une logique imparable : prémisses *"Le seul héritier du gaullisme est le peuple de France"*, et donc, conclusion qui s'impose *"Nous sommes le parti du*

■ Billet du mois

peuple français”. En matière de rhétorique, au-delà des deux grands universaux que sont “*Je vais vous dire la vérité vraie*” et “*Je me présente devant vous en personne*”, voici quelques exemples, à seule fin de vous divertir, qui reposent aussi sur l’utilisation de la tautologie : “*L’intolérable ne sera pas toléré*” (Brice Hortefeux), “*Ce qui reste à faire, reste à faire, et ce qui est fait est fait*” (Charles de Gaulle), “*Les difficultés sont les difficultés, mais la France est la France et il faut la servir*” (Charles de Gaulle), “*Lui, c’est lui, et moi, c’est moi*” (Laurent Fabius) et ma préférée : “*C’est pour tous et pour toutes que nous devons nous sentir forts de notre force, libres de notre liberté et sereins de notre sérénité*” (Ségolène Royal, *Le Point*, 22 octobre 2009).

Enfin, en allant encore à un extrême, celui-ci politique, et en revenant plus directement à notre sujet, rappelons que la présidente d’un parti politique, deux fois candidate aux élections présidentielles, a dit, lors de sa dernière campagne électorale, qu’elle impulsera “*une nouvelle politique du médicament qui sortira des logiques purement comptables et examinera avec beaucoup plus de discernement les médicaments réellement efficaces et inefficaces*” puis, sans crainte de contradiction avec ce propos, qu’elle “*remboursera de nouveau les médicaments qui ont été remboursés par la Sécurité sociale sous les gouvernements précédents*”, et plus encore, qu’elle “*refusera les nouveaux remboursements de médicaments proposés par la Haute Autorité de Santé*” (pour ce dernier propos, cela fut dit lors du débat face à Emmanuel Macron, le 3 mai 2017).

Dans le premier propos cité, on constate qu’il est fait état de “*beaucoup plus de discernement*”. Ce propos banal est suffisamment vague pour être accepté par beaucoup, mais il suppose qu’il existe une méthode pour obtenir un plus grand discernement, méthode que l’on souhaiterait connaître mais qui ne sera pas décrite, la candidate semblant en être la seule dépositaire. Et c’est bien ce

que confirme le troisième propos cité, où cette méthode du plus grand discernement est finalement expliquée : ce qui va permettre un plus grand discernement est... l’avis personnel ou l’opinion exclusive de la candidate puisque (comme le lui autorise la loi Bertrand de 2011) elle “*refusera les nouveaux remboursements de médicaments proposés par la Haute Autorité de Santé*”.

Alors, certes, le déremboursement de certains médicaments est un sujet complexe qui suscite de l’incompréhension chez certains, pouvant aller jusqu’à la colère, mais au lieu d’exploiter ce terreau d’incompréhension et de colère en les utilisant comme support électoral, n’y aurait-il pas matière à expliquer pourquoi certains prétendus médicaments ne peuvent ou ne doivent pas être remboursés et d’autres ne doivent plus l’être ? C’est probablement à la fois trop compliqué et trop long à faire, si toutefois on comprend au préalable les méthodes d’évaluation des médicaments, et donc, il est préférable d’utiliser une rhétorique simple, ciblant l’émotion plutôt que la raison.

Ainsi, outre que le propos employé par la candidate est démagogique et que ses divers propos se contredisent, tout cela ne signifie-t-il pas que, dans l’esprit de cette personnalité politique, la décision de rembourser ou pas un “médicament” est une décision qui ressort du politique exclusivement, donc de la “volonté du peuple”, et non pas d’une analyse du dossier scientifique de ce médicament par des experts ? Puisque de toute façon, quoi qu’en disent les experts, quoi qu’en promulgue le système établi avec une haute autorité indépendante du pouvoir, son avis ne sera pas respecté. Autant d’emblée faire une économie et sacrifier la Commission de la Transparence. Tenir un tel discours sur la place publique ne tend-il pas à décrédibiliser les experts (probablement assimilés à des élites) lorsqu’il postule ouvertement que le politique, ses chefs, et le peuple sont supérieurs à la science et aux experts ?

Ce qui ouvre la voie au dénigrement de la science et à l’idée que “le peuple” a un tel bon sens qu’il prendra assurément les bonnes décisions...

Reconnaissons que tout cela aboutit à une forme de populisme flattant l’émotion, l’intuition, la méconnaissance des sujets et des dossiers et confortant ainsi une certaine opinion prompte à admettre des messages simples et à rejeter les experts non médiatiques. Et l’on pourrait dire que certains politiques sont devenus ce qu’ils semblent mépriser, c’est-à-dire des experts, mais d’un triste jeu. Ainsi, lors du débat qui a précédé les élections britanniques sur le Brexit, face à des experts qui avançaient des études et des chiffres sur les conséquences potentielles du Brexit, les pro-Brexit, Nigel Farage, de l’UKIP, et Boris Johnson, maire de Londres, ont répondu : “*Le peuple en a marre des experts !*” Face à cette affirmation péremptoire dénigrant l’expertise, il reste à citer de nouveau deux passages empruntés au livre de Caroline Faillet : “*La science a des droits qu’il faut fermement refuser à l’ignorance*” pour conclure par “*Monteriez-vous dans un avion où les passagers auraient décidé que ‘ensemble’, ils piloteraient mieux que le spécialiste désigné à cet effet ?*”.

■ En pratique

Si les valeurs de la science ont longtemps été contestées au nom de l’ignorance et des croyances, elles le sont maintenant avec un prétendu scientisme, c’est-à-dire au nom du relativisme culturel et d’une interprétation erronée de la théorie de l’évolution de la science telle que formulée par Thomas Kuhn. Cela aboutit, pour certains, à considérer que si la science fournit la vérité, de fait elle ne serait pas l’unique moyen d’aboutir à la vérité et qu’il y aurait plusieurs moyens pour arriver à établir la vérité et, surtout, qu’il y aurait plusieurs vérités qui se valent l’une l’autre. À cette aune, il apparaîtrait utile et nécessaire que les diverses sources de

